

ALAIN BADIOU

avec AUDE LANCELIN



Éloge
de la

politique



Champs **essais**

ALAIN BADIOU

avec AUDE LANCELIN

Éloge de la politique

«Machiavel a largement défini la politique comme un art souverain du mensonge. Elle doit pourtant être autre chose : la capacité d'une société à s'emparer de son destin, à inventer un ordre juste et se placer sous l'impératif du bien commun.»

Pour Alain Badiou, la politique n'est pas affaire de cynisme, ni même de pragmatisme. Loin de se résumer à la gestion des affaires publiques, elle est une quête collective de justice et de vérité.

Rappelant les grands principes du communisme, le philosophe pose son regard acéré sur notre époque dans cet essai vif et engagé, nourri de références à l'actualité autant que de retours sur l'histoire des révolutions.

Écrivain, philosophe, professeur émérite à l'École normale supérieure, **Alain Badiou** est traduit et étudié dans le monde entier.

Aude Lancelin est journaliste. Agrégée de philosophie, elle est l'auteur du *Monde libre*, prix Renaudot de l'essai 2016, et de *La Pensée en otage* (2018).

En couverture :
Virginie Berthemet © Flammarion

Flammarion

ÉLOGE
DE LA POLITIQUE

DANS LA MÊME COLLECTION

Éloge de l'amour, avec Nicolas Truong.

Éloge du théâtre, avec Nicolas Truong.

Éloge des mathématiques, avec Gilles Haéri.

Alain Badiou
avec Aude Lancelin

ÉLOGE
DE LA POLITIQUE

Champs essais

© Flammarion, 2017.
© Flammarion, 2019, pour l'édition en « Champs ».
ISBN : 978-2-0814-8453-5

I

QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE ?

Curieuse idée, nous dira-t-on, de se lancer dans un éloge de la politique l'année d'une élection présidentielle, où celle-ci aura avant tout brillé par l'exhibition d'un paysage décomposé, livré de manière toujours plus frappante au libre jeu des forces du capital. On se demande au fond ce qui est encore susceptible d'intéresser le philosophe dans une telle affaire. Que répondez-vous à ceux, notamment aux jeunes gens, qui ne peuvent plus envisager la politique autrement que comme le lieu d'affrontement des cynismes et des opportunismes ?

On ne peut comprendre ce genre de sentiment qu'en se demandant, d'abord, ce que recouvre exactement le mot « politique ». C'est une longue histoire. Dès le début de

cette histoire, il y a quelques millénaires, l'idée était que la politique, c'était le pouvoir, la question de l'occupation et de l'exercice du pouvoir d'État, au regard de collectivités constituées, collectivités dont on connaissait, dont on identifiait les membres. La première définition considère donc que la question centrale, voire unique, de la politique, c'est la question du pouvoir d'État. C'est une définition simple, mais qui traverse quand même toute l'Histoire : on la trouve encore, par exemple, chez Lénine, et aussi bien chez nous, sous une forme élémentaire, quand la politique est ramenée au choix électoral d'un président.

De cette définition peut découler une conception assez cynique de la politique, faite de concurrences, de rivalités, de brutalités aussi, afin de conquérir le pouvoir, de s'y installer et de l'exercer comme on l'entend. Il y a des théoriciens de la politique ainsi conçue, le plus grand d'entre eux étant sans doute Machiavel. Machiavel a décrit de façon extrêmement subtile, positive, on pourrait dire « technique », les procédures diverses de lutte pour la conquête et l'occupation du pouvoir, ainsi que les qualités requises pour être l'homme de ce genre de combat. Il occupe une place exceptionnelle de théoricien de la politique, si on la conçoit dans ces termes. Il

est vrai qu'aujourd'hui, on ne voit pas grand-chose d'autre que ce combat, avec tout ce que cela implique de vilénie, de corruption, de mensonge, de violence... Mais, après tout, l'auteur du *Prince* montrait déjà que ces ingrédients étaient fortement liés à la question de la politique et de son exercice.

Contre cette vision s'est constituée, dans une histoire très tourmentée, très complexe, et en lien étroit avec la philosophie, une autre conception de la politique : celle qui affirme que la politique entretient une relation constitutive avec la justice. La justice, les philosophes se sont efforcés, tout au long de leur existence historique – pas très longue, il est vrai, une vingtaine de siècles –, d'en donner une définition précise. Mais quelle que soit cette définition, si on engage l'idée de justice dans la définition de la politique, on ne peut plus la définir simplement comme la conquête du pouvoir. La question centrale devient : « Qu'est-ce qu'un pouvoir juste ? » Et le débat sur la politique ne concerne pas tant l'exercice du pouvoir que les normes auxquelles ce pouvoir est soumis, sa relation à la collectivité et les objectifs qui sont les siens.

Entre la politique définie comme pouvoir, c'est-à-dire basculée entièrement du côté de la puissance de l'État, et la politique définie comme justice, c'est-à-dire basculée du côté

de questions comme « Qu'en est-il dans cette affaire de la collectivité, de la relation entre ses membres, des inspirations qui sont les siennes ? Qu'en est-il de catégories comme l'égalité ou la liberté ? », il y a à la fois un lien et un conflit. Il y a un lien parce que, en définitive, il n'est quand même pas vrai que la justice puisse rester une idée purement abstraite qui n'a aucune prise sur le réel de l'État. Donc la question de la justice est aussi, nécessairement, la question du *pouvoir* juste. Et d'un autre côté, il y a un conflit, parce que le pouvoir séparé de la notion de justice est exposé aux dégénérescences que l'on a constatées tout au long de l'histoire et dont la présidentielle de 2017 en France n'est qu'un épisode. Épisode qui d'ailleurs, en matière de corruption et de rebondissements sinistres, n'est pas parmi les plus brillants.

La contradiction entre justice et pouvoir a elle-même une longue histoire. Platon, déjà, a tenté de fixer les normes d'un État soumis à l'idée du Bien, et montré, par une analyse très fine des « types » de politique – oligarchie, démocratie, tyrannie, anarchie – que ce n'était pas une entreprise aisée. Assez tardivement, autour du XVIII^e siècle sans doute, notamment avec Rousseau, et ensuite à travers les efforts des penseurs révolutionnaires du XIX^e, notamment

Marx et Engels, bien sûr, mais aussi Proudhon, Fourier, Feuerbach, mais aussi Auguste Comte, ou Blanqui, on en est venu à l'hypothèse selon laquelle il se pourrait bien qu'en réalité la justice soit incompatible avec le pouvoir. Du coup, la perspective concernant la politique change : le pouvoir d'État pourrait n'être qu'un instrument transitoire, nécessaire pendant toute une séquence de l'histoire, mais appelé à disparaître, au profit de l'installation d'une justice qui, en quelque sorte, serait aux mains de l'humanité elle-même. Ce pourrait être ça, le mouvement dialectique qui dépasse la contradiction entre justice et pouvoir.

Votre système philosophique définit la politique comme une « procédure de vérité », aux côtés de l'amour, de l'art et de la science. En quel sens l'entendez-vous ? Il est certain que pour l'opinion commune, rien n'est plus éloigné de la politique que le souci de la vérité...

Certes, et d'ailleurs Machiavel a largement défini la politique comme un art souverain du mensonge. L'habileté à mentir a toujours été considérée comme une nécessité pour le personnel politique en général, ne serait-ce que pour conquérir le pouvoir en faisant des

promesses qui ne seront pas tenues. Quand je définis la politique comme une « procédure de vérité », j'entends évidemment la politique selon le second des sens que nous venons de considérer, à savoir quand elle est organiquement liée à la catégorie de justice.

S'agit-il d'une vision idéaliste ? Je ne le crois nullement. Je sais – j'ai moi-même expérimenté ce point durant de longues années – que la politique est aussi, peut-être d'abord, une pratique, un processus. Il lui faut des acteurs, des militants, des organisations, des mouvements populaires, et tout cela combiné est un processus extrêmement complexe, dont on peut dire qu'il fait vérité de ce que la collectivité peut mériter d'être, à raison de ce qu'est son activité politique. À savoir, une collectivité qui ne serait plus soumise à des autorités arbitraires ou à des divisions inexplicables, mais une communauté, une collectivité qui serait à elle-même son propre guide, sa propre orientation, selon une norme partagée de la justice.

Chaque fois qu'apparaît dans le champ politique une nouveauté de ce genre, c'est-à-dire chaque fois qu'apparaît la possibilité nouvelle d'en finir avec un vieil ordre injuste, inégalitaire et divisé, au profit d'un ordre qui pourrait se représenter comme une maîtrise de l'humanité sur son propre destin, chaque fois

qu'apparaît quelque chose comme cela, il s'agit d'une invention, d'une création dans l'ordre de l'histoire. Et cette création a un destin très particulier parce que, justement, elle est en exception par rapport au régime général, celui de la gestion des États et de l'indifférence à toute idée de justice. On sait bien que les révolutions ont toujours fasciné des publics gigantesques, précisément parce qu'elles proposaient cette nouveauté. Leur destin historique est une autre affaire. Mais les révolutions auxquelles je pense, de la partie la plus égalitaire de la Révolution française (1792-1794) à la Révolution culturelle en Chine (1965-1970), en passant par la révolution à Haïti sous la direction de Toussaint Louverture (1791-1802), la Commune de Paris (1871) et la révolution russe (1917-1929), ont déjà administré une preuve historique – et ce point est acquis, irréversiblement – de ce qu'une appropriation collective de ce qui est juste est possible. C'est ce que j'appelle une vérité. Vérité de quoi ? De la capacité d'un collectif humain à s'emparer lui-même de son destin et de sa configuration.

Vous évoquez à l'instant une communauté qui serait son propre guide, qui s'emparerait de son

propre destin, comme le régime juste, celui qu'il faut atteindre, le plus souhaitable. Dans les démocraties qui sont les nôtres, on le sait, l'intervention du peuple se limite d'ordinaire à choisir au milieu d'une poignée de noms propres et, une fois que le pouvoir a été remis à un de ces noms-là, le peuple disparaît. Le plus souvent, il devient même un gêneur, on le prie de laisser les grandes personnes agir. Quand on le consulte, ce qui arrive d'ailleurs rarement, on regrette aussitôt de l'avoir fait et on s'assied généralement sur ce qu'il a dit. Je vous pose donc très simplement la question, en quel sens vivons-nous encore, à vos yeux, dans une démocratie ?

Il faut revenir à la définition qu'on donne aujourd'hui de ce mot. La démocratie, depuis l'invention du parlementarisme par les Anglais, à la fin du XVIII^e siècle, est conçue non pas comme une figure réelle de la vie collective, mais comme une forme de l'État. Que le contenu réel du mot « démocratie » ne soit en définitive qu'une forme d'État parmi d'autres est d'ailleurs une remarque que faisait déjà Platon, et qu'on retrouve chez Lénine. Cette forme de l'État, quelle est sa caractéristique ? Sa caractéristique, c'est qu'elle se présente *comme une représentation* : les représentants du

peuple, les élus, les députés, y sont chargés de la gestion des affaires de l'État.

Aux yeux des défenseurs de ce système, il fonctionne de façon « démocratique », puisque le peuple est régulièrement consulté et que, après tout, il a la liberté de congédier les dirigeants qui ne lui plaisent pas et de nommer des dirigeants qui lui conviennent. Si la démocratie, c'est uniquement ça, c'est-à-dire la figure représentative et l'organisation électorale de la vie politique, alors je dirais que nous sommes en démocratie, mais j'ajouterais... tant pis pour nous. Et tant pis pour la démocratie. Il y a évidemment une autre conception de la démocratie qui correspond à son étymologie grecque : *demos* (le peuple) / *kratos* (le pouvoir). Ce « pouvoir du peuple », loin d'inclure l'idée de représentation, la rend illégitime. Ce point a été discuté depuis longtemps, puisque Rousseau par exemple, qui est au XVIII^e siècle l'un des plus grands théoriciens de la démocratie, considérait que la figure représentative de type anglais ne méritait pas ce nom, qu'elle n'était pas démocratique parce qu'elle était la désignation périodique de représentants qui faisaient en réalité à peu près ce qu'ils voulaient et mentaient au peuple comme des arracheurs de dents.